



Procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du conseil de la Municipalité de Saint-Antoine-de-Tilly, tenue le 21 juin 2010, à 20 h, au centre communautaire, 945, rue de l'Église, Saint-Antoine-de-Tilly.

1. CONSTAT DE L'AVIS DE CONVOCATION (Code municipal, art. 157)

Il est constaté que les avis aux fins de la présente assemblée ont été donnés à tous et à chacun des membres du conseil, dans la manière et dans le délai prévus par la loi.

2. OUVERTURE DE LA SÉANCE

2010-130 ADOPTION DE L'OUVERTURE DE LA SÉANCE

La séance est ouverte à 20 h 5.

Sont présents : Ghislain Daigle, maire
Jean-Pierre Lacoursière, conseiller
Johanne Guimond, conseillère
Stéphane Dusablon, conseiller
Gilbert Lemelin, conseiller
Michel Picard, conseiller

Est absente : Diane Beaulieu Désy, conseillère

120 personnes sont présentes à la séance.

Proposé par M. Michel Picard, conseiller,
appuyé par M. Gilbert Lemelin, conseiller,

il est résolu que la séance de l'assemblée extraordinaire soit ouverte sous la présidence de M. Ghislain Daigle, maire.

Adopté à l'unanimité.

ORDRE DU JOUR

1. CONSTAT DE L'AVIS DE CONVOCATION
2. OUVERTURE DE LA SÉANCE
3. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR
 - 3.1 Adoption de l'ordre du jour de la séance extraordinaire du 21 juin 2010
4. PRÉSENTATION ET CONSULTATION PUBLIQUE
5. ADMINISTRATION GÉNÉRALE
 - 5.1 Programme de réfection des services publics (égouts, aqueduc, pluvial, asphalte, etc.) sur ± 500 mètres avec la participation financière des gouvernements (programme PRÉCO)
 - 5.1.1 Mandat au service d'ingénierie de la MRC de Lotbinière
 - 5.1.2 Réfection des infrastructures souterraines et de la voirie dans la rue de la Promenade
 - 5.1.3 Fin de l'entente auprès de M. Philippe Jobin, M. Olivier Jobin et M. Jean-Gabriel Rousseau au 31 juillet 2010 et extension des services au 1^{er} septembre 2010
6. PÉRIODE DE QUESTIONS
7. LEVÉE DE LA SÉANCE



3. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

3.1 Adoption de l'ordre du jour de la séance extraordinaire du 21 juin 2010

2010-131 ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 21 JUIN 2010

Proposé par M. Gilbert Lemelin, conseiller,
appuyé par M. Jean-Pierre Lacoursière, conseiller,

il est résolu que le conseil municipal adopte l'ordre du jour de la séance extraordinaire du 21 juin 2010.

Adopté à l'unanimité.

4. PRÉSENTATION ET CONSULTATION PUBLIQUE

5. ADMINISTRATION GÉNÉRALE

5.1 Programme de réfection des services publics (égouts, aqueduc, pluvial, asphalte, etc.) sur ± 500 mètres avec la participation financière des gouvernements (programme PRÉCO)

5.1.1 Mandat au service d'ingénierie de la MRC de Lotbinière

2010-132 MANDAT AU SERVICE D'INGÉNIERIE DE LA MRC DE LOTBINIÈRE

ATTENDU QUE la Municipalité de Saint-Antoine-de-Tilly s'est vu confirmer par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire que le projet de réfection des infrastructures souterraines et de la voirie d'une partie de la rue de la Promenade (± 500 mètres) était admissible à une aide financière dans le cadre du Programme de renouvellement des conduites;

ATTENDU QU' une partie des travaux cités a été retenue comme prioritaire dans le plan d'intervention pour le renouvellement des conduites d'eau potable et d'égout préparé par SNC-Lavalin en novembre 2009;

ATTENDU QUE le service d'ingénierie de la MRC de Lotbinière a offert ses services pour aider la Municipalité de Saint-Antoine-de-Tilly à exécuter les travaux de réfection avant le 31 décembre 2010;

ATTENDU QUE le service d'ingénierie de la MRC de Lotbinière entend bien aider la Municipalité de Saint-Antoine-de-Tilly en prenant connaissance de tous les documents pertinents dont la Municipalité dispose, en préparant un document d'appel d'offres de services professionnels pour trouver un consultant dans une liste de cinq consultants que la Municipalité lui remettra, en assistant ce dernier tout au long du processus de réalisation des plans et devis et finalement en chapeautant l'ensemble du projet de réfection à partir du début jusqu'à la fin des travaux, et ce, sous la supervision de la direction générale de la Municipalité;

pour ces motifs,

proposé par M. Jean-Pierre Lacoursière, conseiller,
appuyé par M. Gilbert Lemelin, conseiller,

il est résolu que le conseil municipal mandate le service d'ingénierie en tant que chargé de projet pour, dans un premier temps, faire le choix d'un consultant qui pourra commencer rapidement la rédaction des plans et devis pour la réfection des égouts, de l'aqueduc et de la voirie de la rue de la Promenade sur une longueur approximative de 500 mètres et, ensuite, pour superviser la réalisation des documents contractuels,





assurer les communications avec le consultant, faire le suivi de la réalisation des travaux, surveiller au besoin le chantier et, finalement, pour faire régulièrement un rapport d'avancement du projet à la direction générale de la Municipalité.

Le tout sera fait selon les taux horaires décrits au Règlement 214-2009, soit 68 \$ l'heure pour l'ingénieur, 55 \$ l'heure pour un technicien et 45 \$ l'heure pour un dessinateur.

La directrice générale certifie avoir les crédits disponibles dans le surplus accumulé et ce montant sera remboursé si éventuellement il y a un règlement d'emprunt concernant la réfection des infrastructures souterraines et de la voirie dans la rue de la Promenade.

Adopté à la majorité,

M. Jean-Pierre Lacoursière, M. Gilbert Lemelin, M. Michel Picard, conseillers, et M. Ghislain Daigle, maire, votent pour la proposition.

Mme Johanne Guimond, conseillère, et M. Stéphane Dusablon, conseiller, votent contre la proposition.

5.1.2 Réfection des infrastructures souterraines et de la voirie dans la rue de la Promenade

2010-133 RÉFECTION DES INFRASTRUCTURES SOUTERRAINES ET DE LA VOIRIE DANS LA RUE DE LA PROMENADE

ATTENDU QUE la Municipalité de Saint-Antoine-de-Tilly s'est vu confirmer par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire que le projet de réfection des infrastructures souterraines et de la voirie d'une partie de la rue de la Promenade (\pm 500 mètres) était admissible à une aide financière dans le cadre du Programme de renouvellement des conduites;

ATTENDU QU' une partie des travaux cités a été retenue comme prioritaire dans le plan d'intervention pour le renouvellement des conduites d'eau potable et d'égout préparé par SNC-Lavalin en novembre 2009;

ATTENDU QUE la Municipalité de Saint-Antoine-de-Tilly désire réaliser ces travaux de réfection sans revoir le concept actuel, soit de ramener l'ensemble des eaux usées du secteur Les Fonds vers l'extrémité ouest du réseau, soit vers l'actuel dégrilleur situé au parc dans Les Fonds;

ATTENDU QUE pour se garder une marge de manœuvre intéressante, la Municipalité de Saint-Antoine-de-Tilly demande au service d'ingénierie de la MRC de Lotbinière de s'assurer que le diamètre de la nouvelle conduite d'égout sanitaire de la rue de la Promenade permettra de reprendre autant les eaux usées de ce secteur que celles en provenance du village dans l'hypothèse où le concept favoriserait le passage des égouts par la rue de la Promenade par rapport à un réseau unitaire longeant la route régionale 132 vers un site unique. Cette particularité est une sécurité et est conditionnelle à un concept qui demanderait de réunir les débits vers un site unique;

pour ces motifs,

proposé par M. Jean-Pierre Lacoursière, conseiller,
appuyé par M. Gilbert Lemelin, conseiller,

il est résolu par le conseil municipal d'aller de l'avant dans les travaux de réfection des infrastructures souterraines et de la voirie de la rue de la Promenade en dégageant le service d'ingénierie de la MRC de Lotbinière de la responsabilité liée au concept puisque celui-ci n'aura fait que répondre aux demandes de la Municipalité.

Adopté à la majorité,

M. Jean-Pierre Lacoursière, M. Gilbert Lemelin, M. Michel Picard, conseillers, et M. Ghislain Daigle, maire, votent pour la proposition.



Mme Johanne Guimond, conseillère, et M. Stéphane Dusablon, conseiller, votent contre la proposition.

5.1.3 Fin de l'entente auprès de M. Philippe Jobin, M. Olivier Jobin et M. Jean-Gabriel Rousseau prenant fin au 31 juillet 2010 et extension des services au 1^{er} septembre 2010

2010-134 FIN DE L'ENTENTE AUPRÈS DE M. PHILIPPE JOBIN, M. OLIVIER JOBIN ET M. JEAN-GABRIEL ROUSSEAU AU 31 JUILLET 2010 ET EXTENSION DES SERVICES AU 1^{ER} SEPTEMBRE 2010

ATTENDU QUE le conseil n'a pas terminé son évaluation des diverses options pour l'administration et la gestion des services incendies (chef pompier partagé, maintien de la situation actuelle ou chef pompier unique);

ATTENDU QUE l'obligation de renouvellement automatique liée aux ententes intervenues avec M. Philippe Jobin, M. Olivier Jobin et M. Jean-Gabriel Rousseau bloque l'évaluation du dossier politique et administratif par le conseil par rapport à ses options dans la responsabilité de gestion du service incendie;

ATTENDU QUE c'est un dossier d'une grande importance qui touche la sécurité de la population et qu'il faut prendre le temps de bien analyser la situation;

pour ces motifs,

proposé par M. Jean-Pierre Lacoursière, conseiller,
appuyé par M. Gilbert Lemelin, conseiller,

il est résolu que l'entente entre M. Philippe Jobin, M. Olivier Jobin et M. Jean-Gabriel Rousseau se termine le 31 juillet 2010 et que la directrice générale les informe et leur donne un préavis un mois avant la fin du contrat qui est le 31 juillet 2010 de la fin de leur entente avant le 30 juin 2010.

Il est proposé que les services offerts déterminés dans les ententes entre la Municipalité de Saint-Antoine-de-Tilly et M. Philippe Jobin, M. Olivier Jobin et M. Jean-Gabriel Rousseau, tout en conservant les mêmes salaires, titres, obligations administratives envers la Municipalité et 9 heures de travail par semaine, soient maintenus jusqu'au 1^{er} septembre 2010.

Adopté à la majorité,
M. Jean-Pierre Lacoursière, M. Gilbert Lemelin, M. Michel Picard, conseillers, et M. Ghislain Daigle, maire, votent pour la proposition.
Mme Johanne Guimond, conseillère, et M. Stéphane Dusablon, conseiller, votent contre la proposition.

6. PÉRIODE DE QUESTIONS

7. LEVÉE DE LA SÉANCE

2010-135 LEVÉE DE LA SÉANCE

Proposé par M. Jean-Pierre Lacoursière, conseiller,
appuyé par M. Michel Picard, conseiller,

il est résolu que le conseil municipal lève la séance, il est 23 h 38.

Adopté à l'unanimité.



Je, Ghislain Daigle, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142.2 du Code municipal.

Ghislain Daigle
Maire

Diane Laroche
Directrice générale